page 191 lectures

LE MALI

LA GUERRE DE LA FRANCE AU MALI
Jean-Christophe Notin
Paris, Tallandier, 2014, 656 pages

LA TRAGÉDIE MALIENNE
Sous la direction de Patrick Gonin, Nathalie Kotlok et Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Paris, Vendémiaire, 2013, 352 pages

TOUAREGS. LA RÉVOLTE DES HOMMES BLEUS (1857-2013)
Mériadec Raffray
Paris, Economica, 2013, 112 pages

MALI. UNE CRISE AU SAHEL
Thierry Perret
Paris, Karthala, 2014, 240 pages

On a vu se multiplier en France les publications sur le Mali : près d'une vingtaine d'ouvrages lui ont ainsi été consacrés depuis le déclenchement de l'opération Serval en janvier 2013. Dans les années précédentes, ils se comptaient sur les doigts d'une main – hormis quelques ouvrages scientifiques à la diffusion confidentielle.

Paradoxalement, le Mali n'est pas l'acteur central de cet engouement éditorial. C'est la France qui occupe cette place. Les livres sur le Mali sont, en réalité, des livres sur la France. Car si le sujet est devenu d'actualité, c'est du fait de l'intervention française. Il y a fort à parier en effet que, sans l'opération Serval, les soubresauts intérieurs de la politique malienne, aussi inquiétants fussent-ils, n'auraient guère intéressé l'édition française. En témoigne le manque d'ouvrages de fond sur Boko Haram, ou sur la situation qui prévaut au Nord du Nigeria[1].

C'est la raison pour laquelle une grande partie de ces ouvrages traite autant sinon plus de la France, de sa politique africaine, de ses campagnes militaires que du Mali lui-même.

C'est au premier chef le cas de l'impressionnant travail de Jean-Christophe Notin, le livre le plus récent de la série d'ouvrages cités ici. L'auteur n'est pas un spécialiste du Mali, pas même de l'Afrique. Polytechnicien, ingénieur des mines, il s'intéresse à l'étude des opérations militaires françaises contemporaines. Après ses livres sur l'Afghanistan (*La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan*, Fayard, 2011), la Libye (*La Vérité sur notre guerre en Libye*, Fayard, 2012) et la Côte d'Ivoire (*Le Crocodile et le Scorpion*, Éd. du Rocher, 2013), sa « guerre de la France au Mali »

1. Explication supplémentaire : la difficulté d'accéder à cette zone, aujourd'hui concrètement coupée du reste du Nigeria.

peut se lire comme le quatrième opus d'une immense chronique militaire sur les opérations extérieures françaises – en attendant peut-être une cinquième contribution sur l'opération Sangaris en République centrafricaine… Il éclaire ici les motifs du renversement de la position des Français qui, après avoir clamé des mois durant qu'il n'y aurait pas d'intervention, ont lancé sans préavis une opération militaire de grande ampleur sans disposer d'un mandat de l'Organisation des Nations unies[2]. Impressionné par la réactivité de la chaîne de commandement et la disponibilité des militaires, il montre avec quelle efficacité a été menée cette mission aux objectifs clairs (1/ stopper l'ennemi, 2/ aider le gouvernement malien à reconquérir le pays, 3/ détruire les terroristes).

À chaque fois, la méthode de Notin est la même : des centaines d'interviews avec tous les protagonistes (français) du conflit, une précision d'entomologiste dans la description des moindres mouvements militaires, quelques révélations inédites sur tel ou tel aspect de la crise – par exemple sur la surestimation de la menace militaire djihadiste ayant entraîné la décision présidentielle de déclenchement des hostilités le 11 janvier 2013 . À chaque fois, les critiques sont les mêmes : une narration *embedded* faisant la part belle à la France, à son armée et à la virile rusticité de ses soldats ; une surabondance de considérations tactiques qui feront peut-être la joie des *fana milis* mais lasseront les autres lecteurs ; une insuffisante prise en compte des spécificités locales du terrain africain – que l'auteur admet honnêtement ne pas connaître avant le début des opérations…

L'ouvrage de Notin n'en reste pas moins le plus complet sur l'opération Serval. Sa réception témoigne d'ailleurs de sa qualité. *L'Express* en a publié les bonnes pages début juin. Jean-Dominique Merchet, dont on sait le rôle qu'il joue dans la communauté militaire, lui a consacré un article élogieux sur son blog[3].

Il éclipse sans peine les autres ouvrages que les militaires ont consacrés à Serval : celui du général – de deuxième section – Jean Fleury (*La France en guerre au Mali*, Jean Picollec, 2013) ou celui du groupe Synopsis du Centre de recherches des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (*Opération Serval au Mali*, Lavauzelle, 2013). La présentation que ces trois ouvrages font des faits n'est pas innocente : si Serval est une réussite militaire, c'est grâce au professionnalisme des armées françaises que la loi de programmation militaire – en cours de discussion lors de la rédaction de ces livres – risque de mettre en péril au nom de l'austérité budgétaire. La narration d'une victoire se transforme en plaidoyer *pro domo* pour la défense du budget militaire.

Une approche moins strictement militaire, plus politique, mais toujours focalisée sur la France, caractérise une deuxième catégorie d'ouvrages. Là encore, les auteurs ne sont pas spécialistes du Mali, mais bien plutôt de la France, de sa politique étrangère et de ses relations avec l'Afrique.

---

2. Si la France peut, à bon droit, fonder la légitimité de son intervention sur la demande d'aide que lui ont adressée les autorités maliennes, aucune résolution du Conseil de sécurité des Nations unies – et notamment pas la résolution 2085 – n'autorisait Paris à mener une telle opération.
3. Disponible sur : <www.lopinion.fr/17-juin-2014/secrets-guerre-francaise-mali-13451>.

C'est le cas du livre que la journaliste Isabelle Lasserre, spécialiste de politique étrangère au *Figaro* – elle avait publié chez Flammarion en 2007 une analyse au vitriol de l'obsolescence de l'outil diplomatique français : *L'Impuissance française* –, signe avec son collègue Thierry Oberlé (*Notre guerre secrète au Mali*, Fayard, 2013). Le titre de leur ouvrage est caractéristique d'un biais éditorial fréquent dans l'édition – et surprenant de la part d'une maison aussi sérieuse que Fayard : la guerre de la France au Mali aurait été « secrète » au motif que l'état-major l'avait préparée depuis 2009 ! Bel exemple de l'ignorance dans laquelle on tient la planification militaire dont la raison d'être est précisément de prévoir l'imprévisible, en anticipant les scénarios les plus dangereux. Notin met les points sur les i : « Le CPCO [Centre de planification et de conduite des opérations] est fait pour planifier. À dire vrai, et heureusement, il planifie même beaucoup plus qu'il ne conduit de batailles. » Plus étonnant encore est le sous-titre du livre de Lasserre et Oberlé : *Les nouvelles menaces contre la France* – dont il est d'ailleurs fort peu question –, signe que l'éditeur a voulu jouer sur la corde sensible de la peur de l'expansion d'une menace djihadiste aux portes de l'Europe, argument d'ailleurs utilisé pour justifier l'opération Serval.

D'une tout autre veine procèdent les ouvrages de Nicolas Beau (*Papa Hollande au Mali*, Balland, 2013) et de l'association Survie (*La France en guerre au Mali. Enjeux et zones d'ombre*, Tribord, 2013). Le fondateur du site d'informations en ligne Bakchich et les héritiers de François-Xavier Verschave se font les contempteurs de la politique africaine de François Hollande auquel ils reprochent, *horresco referens*, d'avoir chaussé les bottes de Nicolas Sarkozy. La charge peut viser juste, dans la critique de l'amateurisme guerrier du président ou de l'absence de politique de long terme au-delà de la victoire militaire. Mais le manque de subtilité et le parti pris systématique des deux livres les privent d'une partie de leur efficacité. Le sujet a été autrement mieux traité par Antoine Glaser dans les multiples ouvrages qu'il a consacrés à la Françafrique, jusqu'au tout dernier, sorti après l'opération Serval mais qui ne traite pas seulement du Mali (*AfricaFrance*, Fayard, 2014).

Par réaction à ces ouvrages d'actualité, vite (et, souvent hélas, mal) écrits par des journalistes en quête de sujets accrocheurs, les vrais spécialistes du Mali ne sont pas restés passifs. Ce troisième groupe d'auteurs entend donner à voir le vrai Mali, au-delà des raccourcis et caricatures. Ils souhaitent contextualiser l'opération Serval en soulignant les spécificités du théâtre malien.

On a rendu compte dans ces colonnes de l'ouvrage collectif dirigé par Michel Galy, *La Guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara*[4]. Nous avions salué la qualité des contributeurs réunis et leur capacité à replacer dans le temps long les enjeux de l'opération Serval, quelques semaines à peine après son déclenchement. Nous avions aussi critiqué le parti pris d'auteurs réduisant, avec un brin de paranoïa, la politique française au Mali à une entreprise de néocolonisation qui n'oserait dire son nom.

L'ouvrage collectif *La Tragédie malienne* n'encourt pas pareille critique. Il n'évoque guère l'opération Serval, sinon dans l'introduction de Marc-Antoine Pérouse de

4. Voir notre compte rendu dans *Politique étrangère*, vol. 78, n° 4, hiver 2013-2014, p. 202-203.

Montclos. C'est sa force et sa faiblesse. Il atteint certes l'objectif vulgarisateur qu'il se fixe dans son avant-propos : « appréhender le Mali sous toutes ces facettes », dans une série d'articles consacrés à l'histoire, à la géographie, à l'ethnologie, à l'économie du pays. Mais cette présentation devient vite assez scolaire, faute d'être reliée à l'actualité la plus récente.

L'opération Serval est aussi l'occasion de s'intéresser aux Touaregs. La thèse magistrale de Pierre Boilley reste une référence difficilement dépassable (*Les Touaregs Kel Adagh*, Karthala, 1999). Mais le court ouvrage de Mériadec Raffray, intitulé *Touaregs. La révolte des hommes bleus*, constitue une utile mise à jour qui, suivant un plan historique classique mais efficace, présente la destinée d'« hommes bleus » pris aux pièges de frontières qui les déchirent. Ces rebelles suscitent en France une empathie irrationnelle, que nourrissent des ouvrages ouvertement militants. C'était déjà le cas de Hélène Claudot-Awad – qui rédigeait un chapitre du livre collectif dirigé par Galy. C'est encore celui de Gael Baryn dont le titre suffit à donner le ton : *Dans les mâchoires du chacal. Mes amis touaregs en guerre au Nord-Mali* (Le Passager clandestin, 2013).

Le livre de Thierry Perret, *Mali. Une crise au Sahel*, est à l'intersection de ces trois catégories. Il ne traite pas à proprement parler de l'opération Serval mais la replace dans le long terme de l'histoire du Mali : construction chaotique d'un État faible, échec de l'intégration à la nation malienne de la minorité touarègue, insidieuse islamisation de la société malienne, inquiétant développement de pratiques terroristes dans les marges désertiques du Nord-Mali, apories de l'intervention militaire face aux défis de l'État à construire, etc.

Thierry Perret connaît bien le Mali pour y avoir souvent séjourné, sans prétendre pour autant passer pour un spécialiste. Son livre est bien troussé et se lit avec plaisir ; mais il ne cède jamais à la facilité et s'appuie sur une bibliographie très charpentée. C'est sans hésiter le livre que l'on conseillerait au lecteur qui souhaiterait n'en retenir qu'un seul.

Yves Gounin

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

SOUS LE FEU : LA MORT COMME HYPOTHÈSE DE TRAVAIL

Michel Goya
Paris, Tallandier, 2014, 266 pages

Michel Goya nous entraîne dans l'univers intime du combat : une démarche utile en un temps où les sociétés « débellicisées » ont perdu l'horizon macabre de la violence légitime décidée par l'État.

L'auteur s'inscrit dans une démarche finalement assez proche de celle du colonel Ardant du Picq qui, avec ses *Études sur le combat* écrites sous le Second Empire, avait entrepris de pénétrer au cœur des processus psychologiques qui affectent le soldat dès qu'il combat. Si Ardant du Picq avait à l'époque utilisé des méthodes très novatrices (envoi de questionnaires statistiques dans certains régiments, observations des champs de bataille, enquêtes, etc.), Goya apporte un éclairage nouveau, nourri d'exemples historiques très variés et d'une observation fine des événements récents.

Le mérite principal est d'ordre pédagogique : s'il fallait convaincre que la version hollywoodienne de la guerre n'est qu'une farce, ce livre le dit avec éclat. Pour Goya comme pour Ardant du Picq, les héros sont peu nombreux. Il n'y a dans chaque armée qu'une poignée de soldats intrépides qui, par leur esprit de décision, entraînent la masse des autres. Non que l'immense troupe de « suiveurs » soit constituée de couards : tout simplement parce que le combat est éminemment contre-nature, et que l'instinct de conservation commande de ne pas prendre de risques inconsidérés. Pour l'essentiel des combattants, il faut un *stimulus*, un camarade ou un chef charismatique, ou simplement des ordres clairs et fermes, pour aller de l'avant. À l'heure où nous célébrons le centenaire de 1914, il n'est pas inutile de mettre à bas quelques images d'Épinal : la baïonnette n'a quasiment jamais servi durant la guerre et n'était mise sur le fusil que pour des raisons psychologiques. Goya estime que 10 % seulement des Poilus ont véritablement touché un adversaire en tirant. Ce qui n'enlève évidemment rien au courage dont ils ont fait preuve, courage fait de stoïcisme – il fallait endurer, parfois des jours durant, un bombardement d'artillerie insupportable pour les nerfs, sans manger, sans dormir, voire sans boire.

L'autre intérêt du livre réside dans la capacité de Goya à nous faire pénétrer au cœur du combat, presque comme si nous y étions, tant il en décrit précisément les effets physiques et psychologiques : le sifflement crispant des balles, le souffle tonitruant des obus avec leur onde de choc, le bruit insoutenable, les secousses telluriques engendrées par les bombes lancées depuis les avions, la terreur réelle ou figurée des armes assassines comme le lance-flammes ou les gaz de combat, etc. S'appuyant beaucoup sur la Première Guerre mondiale, l'auteur rappelle que l'angoisse du combattant se nourrit non seulement de la peur de la mort, mais peut-être plus encore de la blessure grave qui défigure, estropie, fait souffrir atrocement. On retrouve là des passages du roman d'Ernst Jünger *Orages d'acier*, qui soulignait le caractère démoniaque des combats de la Grande Guerre, avec un mélange curieux de froideur et d'exaltation.

Cette lecture nous aide finalement à nous approprier, autant que faire se peut, le ressenti de nos aïeux, ou des soldats contemporains qui ont côtoyé

une mort rôdant de manière omniprésente, alors même que nous avons généralement oublié ce que peut être le fracas de la guerre.

Guillaume Garnier

GUERRE ET STRATÉGIE AU XXIe SIÈCLE

Christian Malis
Paris, Fayard, 2014, 340 pages

L'entreprise de Christian Malis se distingue par la triple maîtrise de la pensée stratégique, d'une connaissance particulièrement fine des transformations de la guerre au fil de trois décennies de mondialisation et d'une prise en compte des enjeux technologiques. C'est dans ce creuset de savoirs que se forge la vraie valeur ajoutée d'une étude brillante et minutieuse, qui brise à l'occasion la chaîne des causalités apparentes.

Car le progrès des sciences, la rétraction des espaces, la recomposition des identités et la redistribution des puissances ne sont plus des données qui impliquent une adaptation, mais bien les produits d'une interaction incessante entre *hard* et *soft powers* chers à Joseph Nye. Grâce aux classiques, l'auteur nous rappelle à quel point le progrès moral et politique des civilisations, incapables de s'épanouir sans s'affronter, est en retard sur les moyens dont elles se dotent pour espérer se dominer. Il remet en perspective l'imbrication forcée entre des technologies nouvelles et le cadre légal, politique et diplomatique des structures de sécurité. Il brosse également le tableau de formes nouvelles d'affrontement avec force drones et robots spatiaux, qui tranchent avec l'image des conflits connus.

En d'autres termes, l'auteur nous libère enfin des simplifications abusives qui ont pollué la pensée de la guerre depuis une vingtaine d'années, pour nous conduire à une réflexion au filigrane désabusé sur les choix que doit faire la France pour demeurer une puissance militaire. À ce titre, l'ouvrage met salutairement en évidence que le *Livre blanc* et la saignée budgétaire qui l'accompagne préparent bel et bien le passage de la France au statut de – très – moyenne puissance.

À cet égard, l'analyse de la « contrainte économique » pour les puissances occidentales, et des différents choix nationaux afin d'y faire face, aurait pu être approfondie davantage, mettant la France en perspective plus qu'au centre de l'étude, malgré des chapitres éclairants sur des évolutions générales.

Une réserve plus sérieuse portera sur le choix méthodologique qui consiste à réduire la guerre à l'affrontement de machines de plus en plus complexes, laissant dans l'ombre une pâte humaine faite d'opinions, de passions et d'idéologies, et qui évolue elle aussi malgré – ou à cause de – son retard moral. Un développement aurait permis de pousser les arguments dans leurs retranchements juridiques, moraux, culturels et psychologiques. Il manque donc peut-être ici une interrogation de fond sur ce que la guerre représentera pour l'humanité du XXIe siècle, ou plus exactement pour les civilisations qui la composent et pas seulement pour les puissances étatiques du jeu politique.

Reste une réflexion majeure sur des enjeux qui semblent, hélas, ne pas intéresser les Français, et un rappel civique aux réalités dans le cadre d'un débat national que les politiques, « en retard d'une guerre », esquivent à la fois parce que les questions de défense sont censées faire l'objet d'un consensus « bipartisan », et qu'en réalité le budget de la Défense joue trop facilement un rôle de variable d'ajustement. Un ouvrage

à lire absolument pour connaître les raisons de nos défaites à venir, si nous ne nous décidons pas dès aujourd'hui à prendre les mesures nécessaires pour les éviter.

Alain Delporte

BRITISH GENERALS IN BLAIR'S WARS

Sous la direction de Jonathan Bailey, Richard Iron et Hew Strachan
Farnham, Ashgate, 2013, 384 pages

Cet ouvrage collectif relève d'un petit exploit. Il réunit des contributions de généraux britanniques (d'active et en retraite) impliqués à des postes de commandement sur les différents théâtres d'opérations de ces vingt dernières années. Il aurait pu ne jamais voir le jour en raison du franc-parler dont certains officiers font preuve. L'ouvrage couvre tous les conflits auxquels le Royaume-Uni a participé depuis la fin de la guerre froide avec une focale sur l'Afghanistan et l'Irak.

Chaque contribution était à l'origine une intervention orale : les résultats écrits sont donc variés. Certains chapitres relèvent du témoignage en opérations, d'autres d'une analyse à froid de la situation. Bien que l'on se situe généralement au niveau opératif, certains traitent d'une campagne en particulier, d'autres plutôt des relations civilo-militaires, ou des rapports avec le niveau stratégique. Cette diversité est à double tranchant : enrichissante notamment pour les guerres en Afghanistan et en Irak, elle crée aussi un sentiment de trop-plein.

Trois thèmes définissent l'ouvrage. Tout d'abord, plusieurs auteurs n'hésitent pas à critiquer le *leadership* politique : l'indécision politique ou le manque d'objectifs clairs empêchent le succès d'une opération. Le général Tim Cross explique par exemple comment et à quel point les débats politiques internes, et entre Washington et Londres, ont rendu la tâche extrêmement ardue pour l'effort de guerre en Irak. Deuxième thème : l'armée britannique semble toujours se préparer pour les guerres d'hier. C'est un constat bien explicité par Hew Strachan dans le chapitre de conclusion. Le troisième thème approche la difficulté de concilier la logique du déploiement de troupes à l'extérieur et la nécessité de comprendre le contexte local, avec la contradiction classique entre la logique des rotations de six mois et celle de l'engagement sur la durée avec les populations locales.

L'ouvrage fait aussi une place à deux notions largement étudiées sur l'Irak et l'Afghanistan : « l'innovation militaire » et l'approche globale. La première traite de la manière dont les armées ont modifié leurs règles d'engagement afin de s'adapter à un contexte pour lequel elles n'étaient pas préparées – des changements parfois source d'importants revirements doctrinaux. Le plus souvent, les décisions étaient prises au niveau tactique et opératif par nécessité, sans avoir été incorporées dans la planification ou au niveau stratégique. La seconde notion implique une meilleure cohérence et complémentarité entre les efforts civils et militaires. L'approche globale illustre le fait que procéder à la reconstruction d'un État (*nation building*) oblige à décloisonner. Si le concept paraît évident, son application démontre les tensions qui existent entre civils et militaires, mais également entre différents arcanes de l'administration britannique.

Cet ouvrage constitue un bel effort pour donner la parole aux acteurs de terrain.

Les excellents chapitres introductif et conclusif lui donnent sa cohésion, sans cacher toutefois l'hétérogénéité du contenu. Le livre a, par ailleurs, pris le parti de faire intervenir principalement des généraux de la British Army, ce qui laisse peu de place aux autres composantes des armées britanniques. Et il est également quelque peu déséquilibré dans son traitement des conflits, entre l'Afghanistan et l'Irak d'un côté, et tous les autres.

Vivien Pertusot

CROWDED ORBITS. CONFLICT AND COOPERATION IN SPACE

James Clay Moltz
New York, NY, Columbia University Press, 2014, 226 pages

Il est devenu impossible pour quiconque s'intéresse aux problématiques de sécurité spatiale d'échapper aux « 3 C ». Cette abréviation, popularisée par l'administration Obama et sa fameuse *National Space Security Strategy* – dont un résumé a été rendu public en janvier 2011 –, a été depuis répétée comme un slogan par les fonctionnaires du département d'État : l'espace est de plus en plus congestionné, contesté et compétitif. Jamais autant d'utilisateurs, de satellites et de débris d'origines diverses n'ont évolué ensemble dans l'espace en un demi-siècle d'exploitation continue. L'étendue des menaces pesant sur les systèmes satellitaires est désormais telle que la liberté d'accès et d'usage des positions orbitales et des ressources spectrales associées pour tous les pays est remise en cause. Reste que si ce changement de paradigme est reconnu par tous au sein de la communauté spatiale, sa signification n'est pas nécessairement comprise au-delà, malgré le succès populaire du film *Gravity*, dans le public et surtout par les décideurs des grands axes de l'activité internationale.

Or tel est précisément le lectorat que vise d'emblée *Crowded Orbits* de James Clay Moltz, connu pour ses prises de position en faveur d'une approche plus multilatérale en matière de sécurité de l'espace, au moment du tournant américain vers la diplomatie spatiale. Il manque un sentiment collectif d'urgence. La thèse de l'ouvrage, si elle n'est pas nouvelle – la liberté d'action de tous, et notamment des États-Unis, dépend de ce que font les autres dans l'espace, et aucune puissance ne peut à elle seule garantir un environnement spatial stable et viable sur le long terme –, est avancée moins pour elle-même que pour combler un déficit de communication. Il s'agit avant tout d'offrir, sans présumer d'une quelconque connaissance technique chez le lecteur non averti, un résumé concis, en moins de 200 pages (notes non incluses), des leçons de l'histoire de l'activité spatiale et de ses perspectives futures, alors que la probabilité de conflits autour des ressources spatiales n'a jamais été aussi grande, ni le besoin de coopération internationale aussi vital.

On pourra regretter certaines facilités sur des aspects que l'on devine moins maîtrisés, à l'image du spatial européen, mais l'objectif pédagogique fixé est largement atteint.

La vision exprimée avec efficacité par l'auteur est celle d'un univers fonctionnellement différencié mais néanmoins interconnecté. Le spatial civil et le spatial commercial font bien plus qu'interagir avec le spatial militaire : ils forment avec ce dernier un tout unifié par le défi que constitue l'apprentissage du vivre ensemble, et de l'utilisation de l'espace à des fins seulement informationnelles. L'espace est une ressource trop précieuse pour autoriser le

moindre gaspillage sur l'autel des objectifs militaires de court terme. Parmi les trois scénarios que décrit le chapitre de conclusion pour renforcer la sécurité des activités spatiales – hégémonie militaire, gouvernance *soft*, institutions internationales renforcées –, seul le dernier garantit une solution solide, à défaut d'être la plus aisée à mettre en place. Il est important que ceux qui sont peu familiers des arcanes de la diplomatie spatiale prennent conscience de la nécessité d'explorer le quatrième « C » – la coopération –, et mesurent le long chemin à parcourir.

Guilhem Penent

THE TERRORIST'S DILEMMA. MANAGING VIOLENT COVERT ORGANIZATIONS

Jacob N. Shapiro
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2013, 350 pages

C'est un travail d'excellente qualité que nous propose Jacob Shapiro, politiste de l'université de Princeton. La thématique dominante, la clarté des explications, la diversité des illustrations, la richesse des références bibliographiques en font un ouvrage quasi indispensable pour tout spécialiste déterminé à dépasser les grilles d'évaluation communes du terrorisme (références idéologiques et religieuses, tactiques offensives, appréciations psychologiques et psychiatriques, etc.)

The Terrorist's Dilemma se focalise sur la dimension organisationnelle[1] et défensive du phénomène, avec un intérêt particulier pour les problèmes de management auxquels font face les couches supérieures et intermédiaires des groupements radicaux, face à un personnel exécutant doté d'une marge non négligeable d'autonomie. Traduction : pour maintenir la discipline interne et moduler l'exercice pertinent de la violence, les chefs se trouvent contraints de mettre en place des systèmes de contrôle interne (filtres, tests, audits, surveillances) qui ont un coût élevé et génèrent des risques additionnels (fuites de confidentialité, pertes de loyalisme). Tôt ou tard, il leur faut donc déterminer où se situe le point d'équilibre optimal entre sécurité et contrôle d'un côté, sécurité et efficience de l'autre. Le tout, sans perdre de vue les variables (pression des forces étatiques, objectifs stratégiques du moment, incertitudes tactiques, cohésion organisationnelle) qui déterminent la vulnérabilité sur le terrain, et affectent ce point d'équilibre.

Pour illustrer son propos, Shapiro a retenu quatre cas d'étude : Al-Qaida en Irak, les groupuscules révolutionnaires dans la Russie tsariste, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) provisoire et les milices loyalistes en Irlande du Nord, le Fatah et le Hamas en Palestine. L'ouvrage a le mérite de s'appuyer sur un ensemble de documents de fonctionnement et de témoignages autobiographiques, qui montrent à quel point les *leaders* terroristes se comportent en agents rationnels, pas si différents des patrons de PME et autres dirigeants associatifs dans leurs manières de voir, de penser et d'agir. Ce qui les rend jusqu'à un certain degré prévisibles. Au final, *The Terrorist's Dilemma* propose toute une série de recommandations destinées à guider les structures antiterroristes dans leurs manœuvres de réduction de l'adversaire. Exemples : prendre en considération les dynamiques organisationnelles au lieu de diaboliser *in abstracto*, ne pas neutraliser trop vite les mous et les indécis, faciliter

1. En guise d'inspiration directe, Shapiro évoque le texte d'Eli Berman, *Radical, Religious and Violent: The New Economics of Terrorism*, Cambridge, MA, MIT Press, 2009.

les défections, stimuler la diversification des canaux de financement, rendre les connexions familiales plus risquées, etc.

Leçon sous-jacente ? Pour être efficaces sur le long terme, les organes de sécurité étatiques se doivent de comprendre que leurs répertoires d'action passés et présents codéterminent les solutions négociées à venir, ou leur absence durable. Sens des nuances et facilités dialectiques bienvenus.

Jérôme Marchand

HISTOIRE

LA FIN DE L'HOMME ROUGE OU LE TEMPS DU DÉSENCHANTEMENT

Svetlana Alexievitch
Arles, Actes Sud, 2013, 544 pages

L'Union soviétique est un de ces sujets à propos desquels il est difficile de ne pas tomber dans l'extrême, par une écriture antisoviétique et russophobe, ou par un patriotisme artificiel et exacerbé. Svetlana Alexievitch, journaliste biélorusse née en 1948, parvient à éviter ces deux écueils. Dans *La Fin de l'homme rouge*, elle se contente de transmettre le témoignage des hommes et femmes qui ont vécu la désintégration d'un empire tout entier. L'authenticité de leurs souvenirs rend ce livre véritablement captivant, en plus des poignants drames personnels de certains témoins. En quelques dizaines de monologues, dont certains sont de véritables chefs-d'œuvre, d'anciens Soviétiques partagent avec nous leur vision du monde. Si les mots « Gorbatchev », « Eltsine », « Gaïdar » et « Perestroïka » restent les mêmes de page en page, aucune de ces histoires ne ressemble à l'autre.

Âge, parcours, vision politique, statut social : les protagonistes sont tous différents. En août 1991 et octobre 1993, les citoyens soviétiques savaient que de leurs actions dépendait l'avenir de leur pays, de leur famille et de leurs enfants. Beaucoup ont désiré prendre part aux événements, qu'ils associaient à un tournant vers un avenir radieux : « Nous étions tous des romantiques. Aujourd'hui, on en a honte, de cette naïveté. » La période de transition qui a suivi, avec sa « thérapie de choc » et « son capitalisme sauvage », a cassé les illusions des anciens Soviétiques. Beaucoup ont été incapables de vivre dans ces nouvelles conditions : ils ont sombré dans le désespoir et l'alcool ou ont mis un terme à leur vie. D'autres se sont adaptés en se tournant vers le banditisme : les uns ont fait fortune, les autres se sont fait abattre. La Perestroïka et la période de transition qui l'a suivie n'ont épargné personne.

La chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) fut reçue positivement en Occident, comme symbole de la fin de la guerre froide et de la menace soviétique. Cependant, de l'autre coté du rideau, pour une grande partie des Soviétiques, la dislocation du pays est restée dans les esprits comme une véritable tragédie. D'ailleurs, Vladimir Poutine la considère aujourd'hui comme « la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle ». Cette mémoire historique, toujours bien vivante malgré deux décennies écoulées, alimente aujourd'hui la politique révisionniste du gouvernement russe et le renouveau de l'intérêt pour toute chose soviétique. Mais la division sur l'héritage soviétique persiste. D'un côté, ceux qui regrettent la grandeur de l'URSS et refusent la logique mercantile du capitalisme : certains les considèrent comme de « véritables patriotes », d'autres les traitent d'« esclaves endoctrinés ».

D'un autre, ceux qui, même vingt ans plus tard, maudissent le *sovok*[1] et continuent de dénoncer ses abus meurtriers : certains les appellent des « dissidents courageux », d'autres « des traîtres sans foi ni loi ». *La Fin de l'homme rouge* tente d'expliquer ces différences de perceptions, et permet de mieux comprendre ce qu'était l'*Homo Sovieticus*, et son héritage qui imprègne la Russie et les Russes d'aujourd'hui.

Ekaterina Tsaregorodtseva

BERIA, LE JANUS DU KREMLIN

Françoise Thom
Paris, Les Éditions du Cerf, 2013, 928 pages

L'ombre du mystère plane sur la vie et la mort de Lavrenti Pavlovitch Beria, un des tout-puissants bourreaux du régime de Joseph Staline avant d'en devenir la victime émissaire. Mystère car les historiens ne s'accordent pas sur la date de sa mort ni sur ses conditions. Mais l'enjeu est aussi que les avis divergent sur le sens de son action.

Pourquoi s'intéresser à un personnage sur qui l'on croyait tout savoir depuis que l'historiographie khrouchtchévienne l'avait cantonné au rôle d'exécuteur des basses œuvres de Staline, notamment à la tête du Goulag ? L'histoire est une révision permanente, et depuis les années 1990 et l'ouverture de nombreuses archives, notamment des rapports du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), Beria – celui que Staline appela un jour « notre Himmler » devant Franklin Delano Roosevelt – est apparu sous un autre jour : homme ambivalent, serviteur zélé du système mais aussi réformateur en puissance et précurseur de la Perestroïka, ce pourquoi il fut arrêté et fusillé en 1953 par Nikita Khrouchtchev et les siens.

Autant ne pas le cacher : la lecture de cet ouvrage est ardue, tant le labyrinthe de la bureaucratie dans laquelle évolue Beria est fastidieux à suivre, à plus forte raison sans posséder de bagage en histoire politique de la Géorgie bolchevique… Mais ceci n'est pas le défaut majeur de l'ouvrage : la volonté univoque de montrer à quel point le « Rastignac caucasien » a été un personnage doté d'une conscience a pour conséquence un certain manque d'analyse critique des sources documentaires. En voulant à tout prix relativiser la légende noire de Beria, en insistant sur l'homme d'État et le diplomate, Françoise Thom occulte le travail quotidien du policier – particulièrement la déportation des « peuples punis » en 1943-1944.

L'ouvrage s'avère néanmoins d'une immense richesse. La révélation la plus intéressante est celle des liens pour les moins troubles entretenus par Beria, dès le début des années 1930, avec les émigrés géorgiens anticommunistes, y compris dans ses tentatives de sauvetage d'anciens légionnaires de la Wehrmacht. On découvre une solidarité caucasienne qui s'étend, par exemple, aux juifs de Géorgie : ceux qui vivaient à Paris furent ainsi protégés par les collaborateurs géorgiens du IIIe Reich.

Toutefois, la thèse faisant de Beria avant tout un nationaliste géorgien n'est pas toujours convaincante, et on se demande si l'auteur n'accorde pas trop d'importance au témoignage de son fils et aux accusations du procès de 1953. Ce n'est pas parce qu'on désigne alors Beria comme un agent britannique et un anticommuniste qu'il était forcément aussi anglophile et libéral que présenté dans

1. Terme péjoratif pour designer l'Union soviétique et tout ce qui y a trait.

ce livre, dont la deuxième thèse est que ce « virage libéral » en 1953 était préparé de longue date.

En fait, le livre de Thom complète les autres biographies de Beria, celle d'Amy Knight (Aubier, 1994) et, plus récemment, de l'historien spécialiste de Léon Trotski, Jean-Jacques Marie (Tallandier, 2013). Thom et Marie divergent notamment sur la chute de Beria : pour le second, il a été éliminé par un petit groupe oligarchique qui craignait pour ses privilèges et a saisi un prétexte pour le condamner à mort. Pour la première, il y avait plus qu'une part de vérité quand ses accusateurs lui reprochaient d'avoir des liens avec le bloc de l'Ouest. Une chose est certaine : ce travail colossal est éloquent sur la nature d'un régime que certains, en Russie, tentent de réhabiliter.

Julien Nocetti

SECRET REPORTS ON NAZI GERMANY. THE FRANKFURT SCHOOL CONTRIBUTION TO THE WAR EFFORT

Sous la direction de Raffaele Laudani
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2013, 680 pages

CONSTRUCTING CASSANDRA. REFRAMING INTELLIGENCE FAILURE AT THE CIA, 1947-2001

Milo Jones et Philippe Silberzahn
Stanford, CA, Stanford University Press, 2013, 376 pages

Ces deux ouvrages partagent une curiosité commune pour le travail analytique des services de renseignement étatiques. Raffaele Laudani est allé puiser dans les archives déclassifiées de l'Office of Strategic Services (OSS) américain et en a extrait une trentaine de rapports réalisés pendant la Seconde Guerre à propose de l'Allemagne. Point notable, les documents retenus ont été rédigés ou corédigés par trois émigrés, membres de l'école de Francfort, devenus par la suite des figures influentes dans les milieux académiques américains : Franz Neumann (spécialiste du totalitarisme), Otto Kirchheimer (qui a forgé le concept de *catch all party*) et Herbert Marcuse (théoricien de la désublimation répressive).

L'intérêt de cette exhumation est double. D'une part, elle fait ressortir les atouts dont bénéficient les analystes « aboutis », c'est-à-dire ceux qui ont à la fois un vécu de terrain par rapport à leur sujet de réflexion, et une boîte à outils suffisamment fournie pour échapper aux évidences du discours administratif standard. D'autre part, *Secret Reports on Nazi Germany* met en évidence la qualité des réflexions menées par les autorités américaines de l'époque, en matière de dénazification et de reconstruction démocratique. En comparaison, les évaluations et les projections plus récentes émanant du Pentagone et du département d'État, notamment les dossiers bâclés portant sur l'Irak post-Saddam, font pâle figure.

Milo Jones et Philippe Silberzahn, de leur côté, ont cherché à comprendre ce qui détermine les gros fiascos analytiques de la Central Intelligence Agency (CIA). Pourquoi se laisse-t-elle surprendre ? Qu'est-ce qui l'amène à sous-estimer telle ou telle menace vitale ? En quoi ses schémas de recrutement et ses méthodes de travail préférentielles sont-ils devenus contre-productifs ? En réponse à ces interrogations, *Constructing Cassandra* passe en revue quatre exemples saillants : la crise des missiles de Cuba, la révolution iranienne, l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques

(URSS), les attaques du 11 septembre. La particularité de l'ensemble vient de ce que les deux auteurs lient l'autisme stratégique de la CIA à certaines de ses orientations constitutives : homogénéité excessive dans le recrutement des analystes – ce qui n'était pas le cas de l'OSS –, scientisme – lui-même legs douteux du professeur Sherman Kent –, survalorisation inconditionnelle du renseignement secret par rapport aux sources ouvertes, obsession du consensus de façade qui protège des remous post-surprise stratégique, etc. Çà et là affleurent également des explications complémentaires : surestimation de soi, faiblesse de la formation interne, réflexes de déni mensonger, difficultés à affronter rationnellement les critiques ouvertes, paresse intellectuelle, etc.

Avec un tel passif bureaucratique, autant dire que les thérapies ébauchées en fin d'ouvrage ont bien peu de chances de recevoir un commencement d'application. *Constructing Cassandra* est en tout cas un travail de grande qualité : Jones et Silberzahn ont beaucoup lu, et lu avec intelligence, la circulation se fait aisément d'un chapitre à l'autre, les observations d'appoint arrivent à bon escient. Une lecture enrichissante.

Jérôme Marchand

ÉCONOMIE

GUERRE ET PAIX ENTRE LES MONNAIES

Jacques Mistral
Fayard, Paris, 348 pages

Dans un prologue un peu déconcertant, Jacques Mistral ébauche un portrait du monde en 2029. Il explique pourquoi et comment les années 2010 et 2020 ont été marquées par la montée du nationalisme et du protectionnisme, aboutissant à la fin de la deuxième mondialisation. Paradoxalement, cette entrée en matière prend tout son relief une fois la lecture de l'ouvrage achevée : y sont analysés en effet les dangers qui peuvent naître de l'absence de coopération entre grandes puissances économiques.

L'auteur enchaîne en décrivant le monde de 2013. Nous venons certes de traverser la pire crise depuis les années 1930, mais si nous avons évité une dépression semblable à celle de 1929-1933, c'est au prix d'une explosion des dettes publiques dans les pays occidentaux et de la mise en place de politiques monétaires « non conventionnelles » dont il est encore impossible de mesurer les conséquences à moyen-long terme. Ce constat justifie, selon Mistral, une réorganisation profonde de l'architecture financière et monétaire internationale.

L'auteur étudie d'abord l'essor financier du Royaume-Uni et des États-Unis aux XIXe et XXe siècles. Il constate que leurs déclins – relatif dans le cas américain – ont des caractéristiques communes : l'émergence de *challengers* (la France, l'Allemagne, et les États-Unis durant la *pax britannica*, puis l'Union européenne, le Japon et la Chine durant la *pax americana*) a fragilisé la balance des paiements du *leader*, accentué la volatilité des capitaux et multiplié les crises.

La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à mettre en lumière les défis auxquels sont confrontées les deux puissances montantes de ces dernières décennies – la Chine et l'Europe –, ainsi que les États-Unis. Confronté au *shadow banking*, au vieillissement de sa population, à l'exode rural et au risque

social, l'empire du Milieu est désormais contraint de modifier son régime de croissance. De son côté, au lieu de déplorer l'hégémonie allemande – il est rappelé que, depuis les années 1970, la politique monétaire européenne est orchestrée par la Bundesbank –, l'Europe doit se doter d'un vrai ministre de l'Économie et des Finances à l'échelle de la zone euro, et régler ses problèmes de dettes publiques et de chômage. L'auteur dépeint enfin une Amérique pleine de contrastes : sa capacité à innover et ses ressources énergétiques restent impressionnantes mais les conséquences de sa politique monétaire accommodante sont inconnues et pourraient encore affaiblir une démocratie qualifiée de « dysfonctionnelle ».

Dernière partie : la gouvernance mondiale. Mistral considère que le « non-système » monétaire international actuel présente quatre défauts majeurs : l'excès de liquidité venant des États-Unis, la volatilité des taux de change, l'absence d'actif de réserve fiable, l'incapacité à contenir le chômage et l'exclusion des classes populaires. Que faire ? Plusieurs propositions sont avancées. Réformer le Fonds monétaire international (FMI), en accroissant le poids des États émergents, en le rendant plus indépendant des dirigeants politiques et en lui octroyant des pouvoirs accrus en matière de surveillance du secteur financier. Puis mettre en place un système multidevises fondé sur le droit de tirage spécial (DTS). Enfin, mieux maîtriser les mouvements de capitaux. La faisabilité et le réalisme de ces propositions peuvent être discutés, mais elles vont dans le bons sens, en favorisant la coopération internationale et l'interdépendance, et en démontrant qu'il n'y a pas de « démondialisation » heureuse.

Norbert Gaillard

GDP. A BRIEF BUT AFFECTIONATE HISTORY

Diane Coyle
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2014, 184 pages

En entraînant une nette baisse du produit intérieur brut (PIB) états-unien par la chute des primes d'assurance-maladie au premier trimestre 2014, la réforme de la santé de Barack Obama aura produit un effet externe imprévu : générer des doutes sur la signification de l'indicateur PIB chez les commentateurs économiques anglo-saxons, qui avaient salué avec beaucoup d'ironie les travaux de la commission Stiglitz en 2008. Le contexte n'aurait donc pas pu être plus favorable pour la parution de *GDP. A Brief but Affectionate History.* Bien qu'il ait été commercialisé par l'éditeur plutôt comme une critique du PIB, la démarche de l'ouvrage de Diane Coyle est en réalité d'ordre apologétique : beaucoup des limites de cet outil statistique y sont passées en revue, mais le bilan final coûts/bénéfices penche irrésistiblement du côté positif.

Le mérite principal de l'ouvrage est de mettre en évidence la schizophrénie implicite dans la conception même du PIB : pensé par son inventeur Simon Kuznets comme un indicateur du bien-être matériel de la population, son mode de calcul s'est plié dès le début à des exigences de nature militaire dans le but de mesurer les capacités productives du pays. Cette incohérence originelle n'a jamais été dépassée : depuis les années 1940, les techniques de calcul du PIB ont énormément évolué, de façon souvent différente d'un pays à l'autre, mais le problème n'en a été qu'exacerbé – les changements voulant réévaluer tantôt le niveau de bien-être, tantôt la productivité.

Informé du caractère artificiel et statistiquement grossier de cet indicateur, le

lecteur de Coyle est donc amené à se demander pourquoi il faudrait continuer avec un tel outil, qui ne permet même pas de véritables comparaisons internationales. Ne pourrait-on passer à des mesures plus claires, distinguant nettement bien-être de la population et potentialités du système productif ? Mais l'argument du livre ne paraît pas suivre ses prémisses : Coyle conclut que le PIB demeure tout de même incontournable, car il existerait malgré tout une corrélation directe – en réalité, toujours impossible à prouver – entre bien-être social et PIB. D'après l'auteur, il serait possible de répondre aux critiques avancées contre cet indicateur – parfois présentées de manière un peu caricaturale, avec par exemple des confusions entre « bien-être » et « bonheur » – par des ajustements relativement mineurs dans la manière dont celui-ci est calculé.

Le lecteur averti sera donc sans doute déçu du traitement réservé par ce livre à un sujet aussi complexe. Même sa partie la plus prometteuse – les chapitres discutant de l'historicité de l'indicateur – ne parvient pas à développer jusqu'au bout ses implications : si le PIB est une fiction dont les techniques de calcul se sont adaptées à la demande politique de chaque époque, comment peut-on continuer de croire qu'il s'agit malgré tout d'une mesure relativement objective ? Au total, la question fondamentale sous-jacente au sujet, celle de l'économie politique du calcul du PIB et de son usage, n'est pas vraiment traitée par le texte. L'une des conclusions de Coyle peut néanmoins être partagée : en dépit de ses défauts, cet indicateur ne disparaîtra pas de sitôt du débat médiatique. La production et l'exégèse des statistiques du PIB constituent désormais un secteur non négligeable de nos économies contemporaines, faisant travailler plusieurs milliers de personnes : les effets de dépendance au sentier seront probablement bien plus puissants que toute exigence de clarification intellectuelle.

Stefano Ugolini

ECONOMY OF WORDS. COMMUNICATIVE IMPERATIVES IN CENTRAL BANKS

Douglas R. Holmes
Chicago, IL, Chicago University Press, 2014, 264 pages

Dans le monde post-*subprimes*, les anthropologues séduisent par leur compréhension de l'économie. Avec ce livre sur l'économie du discours de politique monétaire, Douglas Holmes produit une des meilleures analyses du rôle des banques centrales dans les économies contemporaines. Il analyse brillamment le tournant épistémologique qu'elles ont opéré depuis les années 1980, depuis que la Nouvelle-Zélande a donné un objectif de résultat – et non de moyen – sur le niveau du taux d'inflation futur que doit cibler sa réserve fédérale.

Le livre fait voyager le lecteur au cœur des tâches et des métiers des banques centrales américaine, britannique, européenne, allemande et néo-zélandaise. La thèse de Holmes est qu'en obligeant les banquiers centraux à rendre compte de leur action, à justifier l'adéquation de leur politique avec leur mandat, la législation néo-zélandaise a montré le caractère essentiellement performatif du rôle des banques centrales. Elles ont donc été transformées en agences spécialisées dans l'observation de l'économie, dans la compréhension de ses évolutions et dans les actions à prendre pour en améliorer le fonctionnement. Dans le régime de ciblage d'inflation, l'objectif

ultime est de proposer une compréhension des évolutions de l'économie qui fasse sens avec le réel et qui crée une cohérence pour convaincre les différents acteurs de la légitimité de la politique suivie.

Holmes rend bien compte des modifications majeures apportées par ce régime de ciblage d'inflation. Ce dernier a permis de montrer le fait théorique majeur selon lequel l'inflation résulte des anticipations des agents économiques, et non de l'ancrage sur l'or, des variations de la quantité de monnaie ou d'une dérive des coûts de production. En montrant que l'inflation est le résultat des croyances du public, il a conduit à l'abandon, y compris par la Banque centrale européenne (BCE), de toute vision mécanique du rôle de la monnaie sur l'économie. Aujourd'hui, le banquier central est celui qui façonne la perception du futur et qui, de ce fait, impacte les actions des agents. Pour cela, les banques centrales ont créé un nouveau mode de production du savoir, venant de tous les types d'agents, partant de l'information locale de première main issue des entreprises et s'enrichissant de la recherche qui organise les informations brutes pour construire un discours cohérent et intelligible. Dans un chapitre brillant sur la déflation japonaise, Holmes décrit comment nos connaissances sur la monnaie progressent selon une logique propre, fondée sur la délibération, l'étude des exceptions puis la production d'abstractions.

Le rôle primordial de la parole et d'un discours informé par les faits et la théorie est maintenant bien compris dans les meilleures banques centrales. La force de *Economy of Words* est d'en rendre compte de manière pédagogique et rigoureuse. Il transforme en récit captivant et facile à suivre l'un des objets d'étude les plus arides et les plus difficiles à maîtriser. Ce livre est non seulement très bien écrit, mais court et incisif. Il constitue une excellente introduction aux théories contemporaines utilisées par les banques centrales pour analyser leur pouvoir. Sa lecture est à recommander à toute personne amenée à étudier ou à parler de la politique monétaire.

Vincent Bignon

RELATIONS INTERNATIONALES

ÉTHIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES. PROBLÉMATIQUES CONTEMPORAINES

Sous la direction de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Ryoa Chung
Préface de Pierre Hassner
et postace de Frédéric Ramel
Paris, PUF, 2013, 474 pages

Voilà un ouvrage bienvenu par sa qualité scientifique, son originalité matérielle et son utilité pédagogique. La personne humaine est douée de conscience, celle du bien et du mal, avec les dilemmes qu'elle pose. On retrouve ceux-ci – ou la simple interrogation : qu'est-ce que le bien et le mal ? qui les définit et selon quels critères ? – dans la vie des collectivités comme dans leurs rapports internationaux, qu'il s'agisse des décideurs ou des agents. La réflexion sur l'éthique dans les relations internationales s'est développée au croisement de la philosophie et de la politologie. Elle est surtout le fait d'universitaires anglo-saxons, comme le confirment les riches bibliographies terminant chacune des contributions de cet ouvrage. Le grand intérêt de cette

œuvre pluridisciplinaire est ainsi de présenter la recherche britannique ou nord-américaine actuelle en la matière, et de contribuer à l'émergence en France ou dans le monde francophone d'une problématique éthique des relations internationales.

Une vingtaine de spécialistes reconnus, philosophes ou politistes français, belges, canadiens ou américains en exposent ainsi les grands thèmes à travers les rapports de l'éthique avec les théories des relations internationales, la mondialité ou le cosmopolitique, la guerre et l'humanitaire, la justice internationale, l'économie internationale, les générations, les migrations, l'environnement, la santé publique. Il manque sans doute deux chapitres concernant le droit et les espaces internationaux. Plus qu'un manuel, l'ouvrage est un recueil, en seize contributions stimulantes enrichies d'un index conceptuel, qui fait le tour de la littérature, invitant à l'élargissement ou à l'approfondissement de la réflexion, aussi bien au plan historique qu'au plan doctrinal. À cet égard, Pierre Hassner, qui le préface, indique des pistes et appelle à un second volume, autour de l'analyse des philosophes d'hier et d'aujourd'hui sur l'éthique et les relations internationales. Frédéric Ramel postface l'ouvrage sur l'idée de l'unité politique du monde.

Cette idée est en vérité – à titre de postulat ou d'horizon ? – l'axe, implicite voire inconscient, de ce recueil, dominé par la figure d'Emmanuel Kant. La philosophie politique des relations internationales peut être divisée, didactiquement, en deux courants interprétatifs : celui de l'*universum* et celui du *pluriversum*. Chacun ayant probablement sa philosophie de l'histoire : progrès vers la société mondiale puis l'État mondial d'un côté, cycle des puissances de l'autre. L'éthique individuelle ne peut être celle des collectivités, l'éthique du temps de paix ne peut être celle du temps de guerre – que la guerre soit « juste » ou « injuste » ; de même, l'éthique liée à la conception de l'*universum* diffère de celle liée à la conception du *pluriversum*. Il importe de prendre en compte cette dernière, de l'intégrer dans la discussion intellectuelle et de lui faire une place dans un prochain manuel.

David Cumin

INTERVENTIONS. UNE VIE DANS LA GUERRE ET DANS LA PAIX

Kofi Annan
Paris, Odile Jacob, 2013, 190 pages

Ce témoignage de l'ancien secrétaire général des Nations unies se présente sous la forme d'une succession de huit chapitres thématiques évoquant les grands événements que celui-ci a vécus dans le cadre de ses fonctions.

On ne peut que regretter l'engagement insuffisant de Kofi Annan dans ce projet, ce qui en altère tant le fond que la forme. La forme : le livre n'a pas été rédigé par le prix Nobel de la paix 2001 mais par Nader Mousavizadeh, même si pour d'évidentes raisons commerciales l'éditeur ne mentionne ce dernier qu'en quatrième de couverture. Le fond : si le lecteur trouve quelques anecdotes amusantes et quelques informations sur les coulisses de la diplomatie mondiale au cours d'une période riche en événement dramatiques, il cherche vainement le fil conducteur du récit. Le problème n'est pas tant que l'ouvrage ne soit pas organisé selon une logique chronologique. Il réside plutôt dans le fait que le point de vue

du rédacteur oscille en permanence entre un « nous » rendant compte de l'action collective de l'Organisation des Nations unies (ONU) et un « je » proposant la vision personnelle d'un homme immergé au cœur des turbulences internationales qui accompagnent la fin du XXe et le début du XXIe siècle.

L'ouvrage n'est pas exempt d'erreurs factuelles, dont on ne sait trop si elles incombent aux documentalistes, à Mousavizadeh ou au traducteur. Il comporte aussi des omissions surprenantes : pas de mention de l'opération Turquoise dans le récit de la tragédie rwandaise, pas un mot non plus sur l'action de l'Union africaine dans la section consacrée au Darfour. On s'étonne également de formulations manichéennes, du type : « le vrai problème du début des années 1990 : la complicité de la communauté internationale avec le mal »…

Annan n'esquive pas la délicate question de la gestion calamiteuse du programme « pétrole contre nourriture », lui consacrant quatre pages dans lesquelles il reconnaît les défaillances du Secrétariat général et accepte d'en assumer la responsabilité de principe, tout en ajoutant aussitôt que le Conseil de sécurité n'aurait jamais dû lui confier cette tâche, et en soulignant combien l'ONU et son secrétaire général étaient alors dans la ligne de mire de certains milieux à Washington.

En 1987, Brian Urquhart, prédécesseur du Ghanéen au poste de secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, publiait une brillante autobiographie : *A Life in Peace and War*. Outre qu'elle n'est pas loin d'en plagier le titre, celle de Annan n'offre pas la même profondeur d'analyse. Une autre comparaison, avec *Mes années à la maison de verre*, le livre de souvenirs de Boutros Boutros-Ghali publié en 1999, conduit à une conclusion identique : l'Égyptien propose une rétrospective de son action autrement plus dense, plus engagée mais aussi mieux écrite. Dommage, car l'action (l'analyse autocritique des opérations de paix de l'ONU, les Objectifs du millénaire pour le développement, la responsabilité de protéger) autant que la personne – Annan est un personnage éminemment attachant – méritaient un témoignage plus convaincant.

Michel Liégeois

AFRIQUE

CRITIQUE DE LA RAISON NÈGRE

Achille Mbembe
Paris, La Découverte, 2013,
268 pages

Cet ouvrage est le dernier *opus* d'une trilogie sur le politique en Afrique subsaharienne et la place du continent dans le monde, après *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique en Afrique* (Karthala, 2000) et *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée* (La Découverte, 2010).

Le présent essai déroutera ceux qui ne connaissent pas l'auteur : profond, touffu, avec une belle intensité d'écriture, il s'emploie à décrire la place paradoxale de l'Afrique dans le monde d'aujourd'hui, en revenant sur la figure du « nègre », réceptacle de toutes les représentations européennes de l'Afrique et de l'homme noir.

L'originalité d'Achille Mbembe est de peindre cette figure, qui s'est lentement élaborée du XVIIe au XIXe siècle, à

partir d'une grande variété d'angles, de registres et d'auteurs : place de l'esclavage dans le capitalisme européen, élaboration de l'idéologie racialiste, naissance d'une économie atlantique, réappropriation de stéréotypes européens dans l'auto-définition des peuples africains, etc.

Mbembe se réclame de patronages intellectuels variés : Gilles Deleuze, Michel Foucault, les *postcolonial studies*, Aimé Césaire, Marcus Garvey, Frantz Fanon ou encore Fabien Eboussi Boulaga, pour réaliser une véritable ontologie du nègre. Citons en particulier les chapitres 1 et 2 concernant la mise en place de l'idéologie racialiste et l'émergence du nègre (l'esclave) dans la pensée européenne. Le substantif « nègre » aura joué différents rôles : « […] il aura servi à désigner non pas des personnes humaines comme toutes les autres mais une humanité (et encore) à part d'un genre particulier ; des gens qui par leurs apparences physiques, […] et leurs manières d'être au monde semblaient témoigner de la *différence dans sa brute manifestation* – somatique, affective, esthétique et imaginaire. Ceux que nous appelons "les Nègres" nous seront apparus comme des gens qui, précisément du fait de leur différence ontique, représentaient jusqu'à la caricature le *principe d'extériorité* (par opposition au principe d'inclusion). Il nous aura été par conséquent très difficile d'imaginer qu'ils fussent comme nous ; qu'ils fussent des nôtres. […] Mise *à part*, mise à l'écart, part à part – c'est ainsi que le Nègre en vint à signifier, en son essence, […] l'injonction de la ségrégation. »

On retiendra également les chapitres 3 et 4, où l'auteur montre comment les sociétés africaines, dans leurs discours, reprennent des catégories raciales. « Dans la justification du droit à la souveraineté et à l'autodétermination et dans la lutte pour accéder au pouvoir, deux catégories centrales seront alors mobilisées : d'une part la figure du Nègre en tant que "volonté souffrante" et sujet victimaire lésé ; et d'autre part la reprise et le redéploiement, par les Nègres eux-mêmes, de la thématique de la différence culturelle dont on vient de voir qu'elle était au cœur des théories coloniales de l'infériorité et de l'inégalité ». Il semble que les Africains ne peuvent se définir sans convoquer la colonisation : « Plus radicalement, dans les textes canoniques nègres, la colonie apparaît toujours comme la scène où le moi fut dérobé de sa teneur et remplacé par une voix dont le propre est de prendre corps dans un signe qui détourne, révoque, inhibe, suspend et enraye toute volonté d'authenticité. C'est la raison pour laquelle, dans ces textes, faire mémoire de la colonie, c'est presque toujours se souvenir d'un décentrement primordial entre le moi et le sujet. »

Ce texte, comme le reste de la trilogie, est appelé à devenir un classique.

Alain Antil

PEACEKEEPING IN AFRICA. THE EVOLVING SECURITY ARCHITECTURE

Sous la direction de Thierry Tardy et Marco Wyss
Londres, Routledge, 2014, 272 pages

Longtemps le maintien de la paix fut le monopole des casques bleus de l'Organisation des Nations unies (ONU), dûment mandatés pour surveiller un cessez-le-feu ou mettre en œuvre un accord de paix. Aujourd'hui, les missions se sont enrichies et les acteurs multipliés : l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), les organisations

sous-régionales – Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) –, les États africains ou extra-africains, etc. Spécialistes des questions de sécurité, Thierry Tardy et Marco Wyss le montrent, en présentant l'Afrique comme un « laboratoire du maintien de la paix ».

L'intérêt des Nations unies pour l'Afrique n'a pas décru. Deux tiers environ des résolutions du Conseil de sécurité lui sont consacrées ; trois quarts des casques bleus et neuf des seize opérations en cours y sont déployés pour un coût annuel supérieur à 5 milliards de dollars. Les missions en République démocratique du Congo (RDC), au Darfour et au Sud-Soudan sont les plus importantes, en budget et en personnel.

Pour autant, les Nations unies ne sont plus seules à œuvrer au maintien de la paix en Afrique. Elles opèrent avec l'UE, l'UA, une organisation sous-régionale, un ou plusieurs États. La coordination de ces acteurs n'est pas facile. L'articulation de leurs interventions peut se faire selon trois modalités.

La plus logique serait la succession chronologique : des forces africaines s'interposent entre les belligérants avant que les Nations unies ne mettent en œuvre un programme de long terme de rétablissement de la paix. Ce fut le cas de l'Opération des Nations unies au Burundi (ONUB) qui a succédé en juin 2004 à l'African Union Mission in Burundi (AMIB), ou encore de la Mission des Nations unies au Liberia (MINUL) qui prit le relais en 2003 d'une force d'interposition de la CEDEAO. Le Mali offre l'exemple d'une succession, voire d'un chevauchement, d'interventions menées tour à tour par la CEDEAO, l'UA, la France, enfin l'ONU.

La modalité la plus fréquente est le déploiement parallèle de plusieurs missions de maintien de la paix. C'est souvent dans ce cadre qu'intervient l'UE, qui n'entend pas assumer seule la pacification d'un théâtre et préfère des opérations de moindre envergure à caractère civil, de renforcement de capacités par exemple, qui lui permettent à moindre coût de parer les critiques sur sa passivité : l'European Union Training Mission (EUTM) Somalia forme les forces de l'African Union Mission in Somalia (AMISOM), l'EUTM Mali assure des formations similaires pour les soldats de l'armée malienne.

L'hybridation serait la forme idéale de coopération. Mais elle reste encore largement utopique, celle de l'UA et de l'ONU au Darfour mise sur pied en 2007 pour pallier les carences de l'African Union Mission in Sudan (AMIS) montrant vite les limites de l'exercice.

Si cette articulation est à ce point complexe, c'est que les acteurs n'ont ni le même agenda ni les mêmes missions. Les « solutions africaines aux problèmes africains » ne sont pas faciles à trouver, faute de moyens – la Force africaine en attente (FAA) n'est toujours pas constituée –, mais aussi de volonté politique – les ambitions régionales de l'Éthiopie en Somalie, ou de l'Ouganda en RDC, pèsent lourd dans le rétablissement de la paix dans ces deux pays par exemple. Du coup, le maintien de la paix en Afrique relève encore largement de cette logique d'extraversion jadis décrite par Jean-François Bayart.

Yves Gounin

AMÉRIQUES

LE RENSEIGNEMENT AMÉRICAIN. ENTRE SECRET ET TRANSPARENCE, 1947-2013

Gildas Le Voguer
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 216 pages

Écrire sur le renseignement américain n'est jamais chose aisée. La charge passionnelle d'un tel sujet, notamment dans la sphère médiatique européenne depuis les déclassifications non autorisées du site Wikileaks (2010), puis l'affaire Snowden (2013), contribue généralement à brouiller les analyses. Pourtant, Gildas Le Voguer réussit à livrer un ouvrage grand public qui est aussi une étude sérieuse.

Il se place au point de rencontre « entre secret et transparence », deux concepts qui ne s'opposent, ni ne sont « définitivement incompatibles » : « Il est plus profitable de les envisager comme inévitablement complémentaires. » De fait, l'objet de ce livre est moins de présenter une nouvelle histoire du renseignement américain, entre 1947 et 2013, que de profiter de la politique de communication de la principale agence de la communauté américaine, à savoir la Central Intelligence Agency (CIA). Inaugurée en 1992, cette politique a ouvert « vis-à-vis des médias et du monde universitaire […] un cycle de déclassification d'archives qui […] n'est pas achevé à ce jour ». Aussi ce livre doit-il être vu comme « un bilan provisoire et partiel » de cette histoire.

Il s'organise en cinq courts chapitres évoquant d'abord « la triple mission du renseignement [qui] serait […] de collecter [des informations], de protéger [les secrets de l'État] et de transformer [des situations politiques] », avant d'ouvrir sur « le contrôle des activités de renseignement exercé par le Congrès » et la question suivante : comment « la communauté du renseignement américaine s'est efforcée de survivre » après les attentats de 2001 ?

Par bien des aspects, ce livre s'inscrit dans la démarche d'Hélène Blanc qui, dans un mémoire de DEA resté inédit sinon sur internet[1], analysait la relation entre *Intelligence* (renseignement) et *Policy* (principe ou protocole pour orienter les décisions et obtenir des résultats rationnels). Plutôt que de faire œuvre d'historien en utilisant les archives ainsi déclassifiées, l'auteur privilégie les publications scientifiques américaines, ainsi que les compilations de documents réalisées par le National Security Archives de l'université George-Washington[2]. Il rend ainsi accessible à un public francophone les débats historiographiques en cours aux États-Unis sur des thématiques aussi diverses que « Renseignement et Shoah », « Venona ou le succès du chiffre américain », ou l'histoire des opérations clandestines depuis le XVIIIe siècle. On s'étonnera que l'auteur n'ait pas utilisé les publications de la CIA[3], dont la qualité scientifique permettrait qu'elles figurent dans cette étude. Au moins auraient-elles permis d'éviter que l'auteur « cède [parfois], certainement pour mieux convaincre ses lecteurs, à un certain effet de plume »,

1. *Intelligence and Policy : les relations renseignement-politique dans les études américaines depuis 1945*, DEA Relations internationales option Politique et stratégie, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 1991-1992, disponible sur : <http://lafrique.free.fr/memoires/htm/199206hbsom.htm> (consulté le 10 juillet 2014).
2. Disponible sur : <www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/>.
3. Disponible sur : <www.cia.gov/library/publications/historical-collection-publications>.

notamment lorsqu'il cherche à définir les différentes missions du renseignement.

Gérald Arboit

SECRETS AND LEAKS. THE DILEMMA OF STATE SECRECY

Rahul Sagar
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2013, 280 pages

Secrets and Leaks s'attaque à un sujet éminemment sensible, porteur d'enjeux lourds pour l'avenir des systèmes démocratiques. L'ouvrage traite des brèches de confidentialité auxquelles se trouve exposé l'appareil d'État américain dans le volet sécurité nationale de ses activités, et cherche à déterminer dans quelle mesure le cadre normatif en place permet de lever le voile sur les dérapages en tous genres – débords, âneries, bavures, fiascos, déviances – des organes d'exécution civils et/ou militaires, suppléant ainsi les défaillances de leurs contrôleurs institutionnels (représentants politiques, haute administration).

Le secret officiel, reconnaît l'auteur, tient une place importante dans l'exercice du pouvoir exécutif. Néanmoins, la sagesse élémentaire montre que l'on ne peut confier au président en exercice et à ses proches collaborateurs le soin de déterminer ce qui mérite ou non de rester confidentiel. Le Watergate et l'Irangate sont passés par là, sans compter les égarements de George W. Bush et de ses « Vulcains ». Au fil du temps, d'autres méthodes de régulation ont émergé : contrôle judiciaire (*via* le *Freedom Of Information Act*) et contrôle parlementaire (*via* les commissions spécialisées en charge des questions de défense et de renseignement). Elles aussi ont montré leurs limites. Trop de déférence et de naïveté de la part des magistrats amenés à examiner les argumentaires présentés par la Maison-Blanche. Pas assez de discipline et d'honnêteté intellectuelle de la part des *Congressmen* ayant à se prononcer sur la légitimité réelle de tel ou tel dossier classifié. C'est pourquoi Rahul Sagar finit par se rallier à l'idée selon laquelle les « donneurs d'alerte » (*whistleblowers*), opérant à l'intérieur de l'appareil d'État et procédant par voie de fuites anonymes, constituent un levier de rééquilibrage indispensable. À défaut de mieux…

À son actif, *Secrets and Leaks* balaie une large palette de cas de figure et recense de manière raisonnée les multiples nuisances auxquelles se condamne un ensemble démocratique porté à accorder trop de confiance aux explications des autorités en place et à leur jugement soi-disant raisonné et distancié. En contrepartie, le texte laisse entrevoir en plusieurs points de sérieuses lacunes. Sagar manque de vécu et de recul critique, et cela se sent par exemple lorsqu'il taxe la presse d'information américaine de sensationnalisme inconséquent. Vu ce qui était sorti au grand jour dans les années 1973-1975 – les « joyaux de famille » de la Central Intelligence Agency (CIA) –, vu ce que les salles de rédaction pourraient déterrer si elles souhaitaient ou pouvaient vraiment s'engager dans une logique de croisade purificatrice, on a plutôt le sentiment que les médias nord-américains font preuve d'une remarquable tempérance. Dans un ordre d'idées voisin, Sagar paraît porté à ignorer les méthodes extrêmes ayant parfois cours dans les appareils de force, lorsqu'il s'agit de réduire au silence les agents de révélation non contrôlée et autres trouble-fête. Parler de harassement, de représailles administratives et

d'ostracisme ne donne qu'une image très affadie des pénalités auxquelles s'exposent les fuiteurs issus du sérail et requalifiés comme traîtres par les défenseurs de la raison d'État – voir par exemple les opérations amorcées contre Edward Snowden lors de son séjour à Hongkong. Dernière doléance : on aurait aimé que l'ouvrage fournisse plus de précisions sur la notion de fuite et ses déclinaisons organisationnelles.

Jérôme Marchand

LA DROITE CATHOLIQUE AUX ÉTATS-UNIS. DE LA GUERRE FROIDE AUX ANNÉES 2000

Blandine Chelini-Pont
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 372 pages

Dans son étude, Blandine Chelini-Pont part d'un double constat : l'historiographie s'est essentiellement attachée à étudier l'association des catholiques au Parti démocrate, et les analyses consacrées aux dimensions religieuses du conservatisme américain ont surtout porté sur ses composantes juive et protestante. À partir de là, l'auteur cherche à expliquer dans quelle mesure les catholiques ont contribué au succès du Parti républicain ces trente dernières années. Au-delà, la grande originalité de ce travail est de montrer que la pensée catholique conservatrice a non seulement permis l'émergence d'un véritable conservatisme américain, mais a aussi contribué, de manière déterminante, à façonner deux mouvements clés du conservatisme actuel.

Bien avant l'émergence des *neocons* et des théoconservateurs à la fin des années 1970, ce sont des catholiques qui, dans les années 1950, ont posé certains jalons intellectuels du conservatisme américain. L'émergence de cette pensée chez des catholiques pétris de tradition libérale est le fruit de l'émancipation de cette minorité qui rejoint le *mainstream* de la société américaine, et sa fervente opposition au communisme. De cette réflexion naît un mouvement conservateur qui prône le retour aux traditions américaines des fondateurs, « dévoyées » par le libéralisme progressiste du Parti démocrate. Cette tendance est incarnée par Russell Kirk et un mouvement plus radical auquel sont associés William Buckley et Brent Bozell, qui souhaitent l'instauration d'une véritable république chrétienne. Tous deux ont en commun d'inscrire la tradition politique américaine non pas dans la logique des Lumières, mais dans celle de la loi naturelle catholique, qui aurait été l'inspiration réelle des Pères fondateurs.

L'alliance de ces mouvances autour de la synthèse « fusionniste » de Frank Meyer pendant les années 1960 ne survit pas aux bouleversements que connaissent l'Église catholique à la suite de Vatican II et la société américaine des décennies 1960 et 1970, avec l'émergence de la Nouvelle Gauche, la libération sexuelle et la légalisation de l'avortement. Tandis qu'une frange, autour de Buckley et de la *National Review*, s'amalgame aux néoconservateurs d'Irving Kristol, l'aile la plus fervente participe à l'édification de la Nouvelle Droite religieuse. Les catholiques apportent aux premiers, notamment, la justification religieuse de leur interventionnisme militaire, aux seconds l'argumentation juridico-politique de la nature chrétienne et divine de la Constitution américaine, loin du Dieu distant de la religion civile.

Après leur tentative infructueuse de faire élire le républicain Barry Goldwater en 1964, ces deux groupes, dont

l'audience est grandissante auprès de l'électorat catholique, contribueront directement à l'élection de Ronald Reagan en 1980 et 1984. On les retrouve ensuite dans les premiers cercles du pouvoir de l'administration de George W. Bush. La présence de deux de ces « catho-conservateurs », Newt Gingrich et Rick Santorum, à la primaire républicaine de 2012 conduit même à s'interroger : pourrait-on voir un jour l'un des leurs représenter l'ancien parti anticatholique à la Maison-Blanche ?

Marie Gayte

BRAZIL. REVERSAL OF FORTUNE

Alfred P. Montero
Malden, MA, Polity Press, 2013,
288 pages

Alfred Montero dresse un portrait optimiste de l'évolution économique et politique du Brésil depuis le retour de la démocratie en 1985. Le découpage thématique de l'ouvrage permet de mieux appréhender les défis que la première économie latino-américaine a commencé à relever.

Son premier axe porte sur l'évolution de la gouvernance. Sont soulignés l'enracinement progressif de la démocratie et la convergence idéologique gauche-droite. Cette dernière serait liée à l'accroissement, dans les années 1990, du nombre de maires issus du Parti des travailleurs. Confrontés aux réalités économiques et politiques, ceux-ci se sont partiellement recentrés, au point que leur porte-drapeau « Lula » – Luiz Inácio Lula da Silva –, annonçait en pleine campagne présidentielle de 2002 sa volonté de s'inscrire dans la continuité du président Cardoso. Montero pointe pourtant les faiblesses politiques et institutionnelles de la démocratie brésilienne (clientélisme, corruption, violence, préjugés raciaux) et en explique les causes : manque de moyens du système judiciaire, pouvoir limité des commissions parlementaires, faible adhésion des citoyens aux valeurs politiques ou aux idéologies, relative indifférence aux problèmes de corruption et défiance à l'égard des institutions.

Le deuxième axe de l'ouvrage est consacré à l'économie. L'auteur défend la thèse de la relative continuité des politiques menées depuis l'après-guerre. Certes, il rappelle que, sous l'impulsion des présidents Collor, Franco et Cardoso, le pays a engagé une libéralisation financière et commerciale puis, sous l'ère Lula da Silva, a fait de l'innovation et de la compétitivité ses priorités. Mais il montre surtout que la stratégie néo-développementaliste teintée d'un fort interventionnisme étatique, suivie par le Brésil depuis deux décennies, doit en partie son succès à des institutions préexistantes (tels la Banque nationale pour le développement économique et social ou le Fonds national pour le développement scientifique et technologique). Par ailleurs, les secteurs privilégiés aujourd'hui sont sensiblement les mêmes qu'à l'époque de l'industrialisation par substitution aux importations : énergie, infrastructures, télécommunications. Les résultats sont concluants : au cours de la dernière décennie, le ratio dette publique sur produit intérieur brut (PIB) a été réduit et l'inflation maîtrisée ; la croissance a été soutenue ; le taux de pauvreté a chuté de 35 % à 21 % ; plusieurs millions de travailleurs ont basculé du secteur informel vers le secteur formel. Toutefois, des inégalités persistent en matière d'accès à la santé, et la qualité de l'enseignement demeure médiocre.

Le dernier axe développé est celui de la politique étrangère. Montero considère que le Brésil n'a ni la volonté, ni la capacité militaire et financière de jouer un rôle majeur sur la scène diplomatique. Pour lui, les différences entre Fernando Henrique Cardoso (plus tourné vers l'Europe) et Lula da Silva (vers le dialogue Sud-Sud) ne furent que rhétoriques, ou médiatiques. La politique extérieure brésilienne, de Cardoso à Dilma Rousseff, semble surtout mue par les intérêts économiques et commerciaux, ce qui conduit Brasilia à entretenir des relations cordiales aussi bien avec le Venezuela qu'avec les États-Unis.

Ce livre ravira les politistes souhaitant évaluer forces et faiblesses de ce que Montero nomme le « nouveau Brésil ». Il convainc le lecteur que le succès du pays depuis 10 ans n'est pas seulement dû au boom des matières premières. Un bémol cependant : l'auteur n'analyse pas assez le changement de paradigme que constitue la reglobalisation financière des années 1990, et sous-estime du coup le risque de fuite de capitaux et la fragilité financière et monétaire du pays.

Norbert Gaillard

EUROPE

FRANCE-ALLEMAGNE, UN MARCHÉ DE DUPES ?

Bertrand Gallicher
Paris, Michel de Maule, 2013, 214 pages

Après un premier livre consacré à l'Allemagne, écrit sur le vif alors qu'il était envoyé spécial permanent à Berlin de France Info (*L'Allemagne au pied du mur*, La Table ronde, 2009), Bertrand Gallicher s'interroge : existe-t-il un marché de dupes, consistant pour Paris à attendre de Berlin une hypothétique relance européenne, et pour Berlin à imposer à ses partenaires une austérité qu'elle seule pourrait respecter ?

La relation est de plus en plus asymétrique entre l'Allemagne, qui affiche une insolente croissance et réélit triomphalement sa chancelière pour un troisième mandat consécutif, et la France, incapable de maîtriser la dérive de ses comptes publics et dont le président touche des abîmes d'impopularité.

Alors que celle-ci ne réussit pas à inverser la courbe du chômage, celle-là connaît le plein-emploi. L'Allemagne le doit-elle à une démographie déclinante qui lui évite d'accueillir chaque année sur le marché du travail 150 000 nouveaux arrivants comme en France, au risque à moyen terme de connaître un inexorable vieillissement ? L'argument n'est pas nouveau ; mais il est d'autant moins convaincant que les Allemands en ont pleinement conscience, qui réfléchissent dès aujourd'hui au moyen d'accueillir une main-d'œuvre immigrée, mieux formée – et mieux assimilable – que les *Gastarbeiter* turcs des années 1960.

Pour Gallicher, la clé du succès de l'industrie exportatrice allemande – 1 100 milliards d'euros d'exportations contre 450 seulement pour la France – réside dans son *Mittelstand*, ces petites et moyennes entreprises (PME) essaimées sur tout le territoire qu'une longue tradition historique a toujours poussé à chercher de lointains marchés. Renouant avec l'éloge désormais bien connu que Michel Albert tressa voici plus de 20 ans du « capitalisme

rhénan », l'auteur énumère les avantages comparatifs de ce capitalisme familial, plus soucieux de la rentabilité de long terme que de la valorisation immédiate, attaché à la fidélisation de ses salariés, lesquels se sachant à l'abri d'un licenciement acceptent en retour des baisses temporaires d'activité et de salaire lorsque les commandes se réduisent.

Autre handicap structurel de l'économie française face à l'Allemagne, le prix rédhibitoire de l'immobilier, notamment à Paris. L'épargne des ménages est siphonnée par l'achat de la résidence principale et le remboursement des prêts nécessaires. La comparaison est cruelle pour le couple de jeunes cadres qui trouve à Berlin un confortable appartement de 150 m² là où le même couple trouve, plus cher, un appartement deux fois moins grand dans une banlieue parisienne excentrée, et dont l'achat obligera à un coûteux endettement. L'hyperconcentration de l'activité économique en Île-de-France a sa part de responsabilité, alors que « le fédéralisme [allemand] agit comme modérateur des prix de l'immobilier ».

Gallicher n'est pas optimiste. Certes, les Allemands ne se réjouissent pas des difficultés rencontrées par la France, mais ils espèrent le sursaut de leur premier client. Et quelques prurits de germanophobie dans la classe politique française ne doivent pas cacher l'admiration que l'Allemagne suscite en France. Pour autant, le volontarisme politique affiché par François Hollande – avec lequel le journaliste a eu au milieu de l'été 2013 un long tête-à-tête – ne suffit pas à combler le fossé qui se creuse entre les deux rives du Rhin.

Yves Gounin

LE POUVOIR DES FONDATIONS. DES ACTEURS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE

Dorota Dakowska
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 216 pages

Les fondations politiques occupent un rôle particulier dans la politique étrangère allemande, et sont observées avec intérêt par leurs partenaires internationaux. Leur financement sur fonds publics, leur proximité avec les partis politiques, leur place dans la politique étrangère et de développement allemande sont pourtant difficiles à clarifier. L'arrestation des représentants de quatre fondations pour espionnage en 2004 en Turquie, les perquisitions du bureau égyptien de la fondation Konrad-Adenauer en 2011 l'ont souligné. Cet ouvrage entend présenter leur rôle et évaluer leur marge de manœuvre réelle.

Dans le premier chapitre, l'auteur décrit l'origine des fondations, créées après la Seconde Guerre mondiale pour soutenir le pluralisme et assurer la participation politique de la société civile. La guerre froide est à l'origine de leur internationalisation : la souveraineté limitée de la République fédérale conduisait en effet ses dirigeants à s'appuyer sur des instruments nouveaux pour promouvoir leur politique extérieure. Dorota Dakowska s'appuie sur une étude approfondie des archives pour éclairer la relation complexe entre partis et fondations, laquelle repose d'un côté sur le financement de ces dernières par des fonds publics, de l'autre sur une proximité idéologique et interpersonnelle entre les deux acteurs, qui permet malgré tout une grande autonomie intellectuelle au sein des fondations.

Le deuxième chapitre décrit l'importance des activités des fondations pour la politique étrangère allemande. L'auteur explique que leur marge de manœuvre informelle, là où les ambassades ne peuvent intervenir pour des raisons diplomatiques, a fait d'elles des partenaires privilégiés des chancelleries. Le cas de la Pologne en est l'exemple-type : les fondations y ont agi comme canal non gouvernemental de l'Ostpolitik, et ont pu accompagner le processus de démocratisation post-guerre froide en usant de différents instruments, comme l'attribution de bourses pour les futurs décideurs, les voyages de presse ou encore la mise à disposition de plateformes pour des rencontres entre représentants allemands et formations politiques locales.

Dans le troisième et dernier chapitre, Dakowska décrit l'importance des fondations politiques sur la scène bruxelloise. Celle-ci s'explique par les élargissements de 2004, lesquels leur ont permis d'élargir leur déploiement dans l'espace public, et donné une légitimation supplémentaire à leur présence dans les nouveaux États membres. Les fondations politiques allemandes sont ainsi devenues les interlocuteurs directs et incontournables des fédérations européennes de partis, qui les ont même mandatées pour accompagner les pays en phase de préadhésion.

Le travail solide de l'auteur dans les archives des fondations, l'étude détaillée de leurs actions à l'égard de la Pologne pendant et après la guerre froide, et plus largement dans le cadre de la politique européenne d'élargissement, font de cet ouvrage une source incontournable pour mieux comprendre la politique étrangère allemande, au sein de laquelle les fondations politiques se sont établies comme des acteurs clés du *soft power*.

Nele Wissmann

THE GLOBALIZATION OF NATURAL GAS MARKETS. NEW CHALLENGES AND OPPORTUNITIES FOR EUROPE

Manfred Hafner et Simone Tagliapietra
Deventer et Leuven, Claeys & Casteels, 2013, 184 pages

Manfred Hafner et Simone Tagliapietra analysent l'impact de la globalisation des marchés gaziers sur l'Europe. Le principal atout de l'ouvrage réside dans la capacité des auteurs à mettre en perspective les enjeux auxquels doit faire face cette dernière au regard des deux révolutions technologiques majeures que sont le gaz naturel liquéfié (GNL) et l'exploitation des ressources non conventionnelles. Si le développement du GNL et du gaz de schiste remonte aux années 1950 et 1970, leur diffusion rapide depuis les années 2000 bouleverse les rapports de force entre producteurs et importateurs.

La globalisation des marchés gaziers n'est pas sans conséquence pour l'Europe. Le modèle des années 1960 fondé sur des contrats de long terme indexés sur le pétrole perd notamment en pertinence. Le basculement d'un capitalisme étatique caractérisé par des « champions nationaux » vers un marché intérieur du gaz libéralisé, comme les crises russo-ukrainiennes, renforcent la nécessité d'intégrer la dimension externe de la politique énergétique européenne. Le défi est cependant ailleurs.

Les auteurs soutiennent que le premier enjeu pour l'Europe est de clarifier la place du gaz dans le bouquet énergétique. En 2012, sa consommation atteint moins de 450 milliards de mètres cubes, son plus bas niveau

depuis 2000. Le gaz naturel est-il pour autant une source d'énergie condamnée ou une énergie de transition ? Conservera-t-il un rôle central dans le bilan énergétique ? La question est ouverte au regard de l'objectif de décarbonation de l'économie à l'horizon 2050. Ni l'*Energiewende* allemande ni les politiques française ou britannique ne semblent apporter de réponse.

Alors que 70 % du gaz consommé en Europe est importé, un passage en revue des différents fournisseurs révèle par ailleurs la fragilité de l'approvisionnement européen. En Algérie, en Libye, en Égypte, la stabilité politique n'est pas garantie. Au Qatar, le développement du champ gazier de North Field est soumis à moratoire jusqu'en 2016. Au Nigeria, des investissements importants doivent être réalisés pour répondre à la demande interne. En Norvège et en Russie, les grands champs ont amorcé leur déclin. La production norvégienne devrait atteindre un pic en 2020, tandis que la Russie a lancé une vague d'investissements sans précédent. Quelles sont alors les alternatives aux fournisseurs actuels ?

Le Corridor sud devant relier l'Europe à la mer Caspienne et au Moyen-Orient *via* la Turquie est une priorité politique, tandis que les découvertes *offshore* en Méditerranée orientale bouleversent la donne régionale. Pour les auteurs, le jeu géopolitique décidera de l'avenir de ces deux alternatives. La première nécessitera une refonte, d'une part des relations entre la Turquie et les pays producteurs, et d'autre part du partenariat entre l'Union européenne (UE) et la Turquie. La seconde reste soumise à de nombreuses incertitudes politiques, avec les conflits régionaux entre Israël et la Palestine.

Hafner et Tagliapietra font donc passer un message : rien n'est encore joué sur les marchés gaziers. La globalisation appelle à clarifier le rôle du gaz naturel en Europe et à développer un partenariat stratégique entre l'UE et la Russie. Ce dernier sera d'autant plus nécessaire que le potentiel à moyen terme des fournisseurs habituels de l'UE est incertain, que le développement du GNL fournit la capacité d'arbitrer entre l'Europe et l'Asie et que la place de la Méditerranée orientale dans l'approvisionnement européen est loin d'être acquise.

Quentin Boulanger

QUAND LA FRANCE S'ÉVEILLERA

Pascal Lamy
Paris, Odile Jacob, 174 pages

Il est toujours appréciable d'avoir entre les mains un ouvrage court, simple et concis qui rétablit un certain nombre de vérités sur la mondialisation, l'Europe et la France.

Dans une première partie, Pascal Lamy nous rappelle bienfaits et méfaits de la mondialisation. Celle-ci a permis de réduire de façon spectaculaire la pauvreté dans les pays en développement, au point que la production du Sud a dépassé celle du Nord en 2012. Elle a également stimulé les innovations technologiques et démontré que les politiques mercantilistes étaient dépassées. Le revers de la médaille est, lui, bien connu car largement médiatisé et commenté. La mondialisation a creusé les inégalités dans les économies aussi bien industrialisées qu'émergentes, ouvert la porte à une « finance débridée » et aggravé le réchauffement climatique. À l'évidence, les gouvernements ont été jusqu'ici incapables de maîtriser la mondialisation. Lamy suggère donc

la constitution d'espaces régionaux de gouvernance supranationale pour relever les grands défis économiques, sociaux et environnementaux du XXIe siècle. À cet égard, la construction européenne lui paraît la voie à suivre.

L'Europe est justement au cœur de la deuxième partie. Loin d'être « l'idiot du village global » trop souvent moqué, le Vieux Continent est présenté comme une zone intégrée qui sait défendre ses intérêts économiques et commerciaux. Pour l'auteur, les problèmes sont tout autres. Il pointe du doigt le manque d'audace des Européens – qui n'ont par exemple jamais donné suite au Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi défendu par son mentor Jacques Delors en 1993 –, certaines contraintes institutionnelles (tel le statut de la Banque centrale européenne) et le laxisme budgétaire des années 2000. Pour Lamy, l'objectif de l'Europe doit être de « civiliser la mondialisation », en renforçant le sentiment d'appartenance européenne *via* le programme Erasmus et l'harmonisation des politiques sociales et fiscales, en favorisant la croissance par une véritable transition énergétique et une meilleure productivité des services, et en transformant la Commission européenne en porte-parole unique de l'Union.

La troisième et dernière partie traite de la France. Lamy décrit un pays dépossédé de son destin, qui perçoit la mondialisation comme une menace et se tourne vers l'État en cas de difficulté. Il n'hésite pas à comparer la crise française actuelle à la névrose des pays d'Europe de l'Est dans les années 1920. Les constats qu'il établit sont justes et battent en brèche plusieurs fausses idées, trop souvent relayées. La France n'est pas victime d'un ignoble *dumping* monétaire, social et environnemental car plus de 60 % de son déficit commercial est enregistré avec les pays de la zone euro. Les destructions d'emplois dans l'agriculture et l'industrie sont moins dues à la mondialisation qu'aux gains de productivité et à la saturation de la demande intérieure. Enfin, le débat opposant les partisans de la politique de l'offre et à ceux de la politique de la demande est stérile et absurde.

Les propositions de l'auteur sont connues : soutien spécifique aux petites et moyennes entreprises (PME) et à celles de taille intermédiaire ; mise en valeur des nombreux atouts de l'Hexagone (aérospatial, transports, infrastructures) ; refonte de la politique sociale pour rompre avec ce qu'il appelle la « bureaucratisation de la redistribution » ; approfondissement du couple franco-allemand à travers le rapprochement des politiques économique et fiscale. Le livre refermé, on a envie de s'écrier : mais qu'attend-on pour passer aux actes ?

Norbert Gaillard

DEUTSCHLANDS MITTELMEERPOLITIK. SELEKTIVE EUROPÄISIERUNG VON DER MITTELMEERUNION BIS ZUM ARABISCHEN FRÜHLING,

Edmund Ratka
Baden-Baden, Nomos, 2014,
356 pages

La politique méditerranéenne de l'Allemagne est un thème peu traité, sans doute en raison de la faible priorité dont elle jouit dans l'agenda allemand.

L'auteur s'interroge ici sur la place de l'Union européenne (UE) dans cette politique. En analysant actions et discours des décideurs et des médias, il relève à quels moments l'Allemagne a pu influencer les projets européens et à quels moments le

pays a plutôt dû s'adapter aux décisions prises. Il examine également les motivations qui ont conduit les acteurs à favoriser une européanisation des choix.

Edmund Ratka fonde son travail sur trois études de cas : la création de l'Union pour la Méditerranée (UpM), le « printemps arabe » en Tunisie et en Égypte et l'intervention militaire en Libye. Ses conclusions sont révélatrices. Pour lui, l'UpM a été conçue, suite à l'intervention de l'Allemagne, comme un prolongement du processus de Barcelone. Et Berlin a pu imposer le plan solaire méditerranéen comme projet phare de l'UpM. Quant au printemps arabe, les bouleversements politiques en Tunisie et en Égypte ont fait de cette région une nouvelle priorité dans l'agenda politique de Berlin. Favorisée par le fait que les acteurs « traditionnels », comme la France, ont été « paralysés » face aux événements, par le crédit politique du pays – qui n'a pas d'histoire coloniale dans la région – et par son image économique – la réputation des produits « Made in Germany » –, l'Allemagne a pu intensifier son rôle sur le terrain. Grâce aux bons réseaux dont elle disposait déjà avant les révolutions en raison du travail de ses fondations politiques, le partenariat pour la transformation est devenu un instrument efficace de la nouvelle stratégie allemande. Si Berlin a misé sur l'UE pendant la création de l'UpM, il poursuit désormais une politique à deux volets, développant une relation bilatérale avec la Tunisie et l'Égypte, et valorisant ses analyses dans le cadre de la politique méditerranéenne de l'UE. La crise libyenne a cependant démontré les limites de l'européanisation, et la persistance du défi pour l'Allemagne ainsi que son rôle traditionnel de puissance civile.

L'auteur conclut logiquement que Berlin a toujours plaidé pour une réponse européenne aux enjeux de la région, tout en se démarquant des acteurs traditionnels de la politique méditerranéenne de l'UE. Les trois études de cas démontrent que l'Allemagne a su profiter des nouveaux rapports de force pour faire valoir ses priorités à l'échelle européenne. Il faut cependant aussi relever les occasions qu'elle a manquées. Le pays n'a pu réduire les divergences Nord-Sud qui ont obéré la politique méditerranéenne de l'UE. L'affirmation de ses qualités propres d'acteur s'est parfois faite aux dépens d'une stratégie européenne commune. Si Berlin a fait ses preuves comme précurseur de projets culturels et pour l'annulation de dettes dans le cadre de ses projets de transformation pour la Tunisie et l'Égypte, le pays a évité des sujets plus disputés, comme celui de la mobilité.

L'ouvrage offre ainsi une bonne rétrospective de la politique méditerranéenne de l'Allemagne depuis 2007, tout en tentant d'évaluer son impact. Pour les décideurs allemands, il permettra de mieux comprendre succès et échecs dérivant de leurs décisions.

Nele Wissman

MOYEN-ORIENT

LE JOURDAIN ENTRE GUERRE ET PAIX. APPROCHES HISTORIQUES, GÉOPOLITIQUES ET JURIDIQUES

Pierre Berthelot
Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2013, 456 pages

Le livre de Pierre Berthelot a pour objet l'acuité du problème de l'eau au

Proche-Orient. Il constitue une somme ambitieuse, avec une approche multidisciplinaire, historique, géopolitique et juridique, particulièrement pertinente, focalisée sur le problème du bassin du Jourdain. L'introduction ose la question fondamentale : le problème de l'eau est-il majeur pour faire la paix au Proche-Orient entre Israël et ses voisins arabes ?

Ce problème est d'autant plus aigu que, de 1953 à 2012, le débit moyen du Jourdain sous le pont Allenby est passé de 1,2 million à 200 000 mètres cubes, alors que dans le même temps la population sur le territoire de la Palestine mandataire est montée de 4 à 12,5 millions d'habitants. Dans une première partie à caractère historique, l'auteur montre que le contentieux sur l'eau entre juifs et arabes apparaît dès le milieu du XIXe siècle. En 1924, au moment de l'établissement du bornage entre les mandats français et britannique, la question de l'eau fait l'objet d'âpres négociations. Chaïm Weizman intervient, sans succès, auprès de la France pour que la frontière soit placée plus au nord. La question de la frontière naturelle représentée par le fleuve Litani est posée. En fait, ce que l'auteur appelle « l'hydro-irrédentisme » est un élément de la politique d'Israël, et contribue à expliquer aussi bien l'occupation du Sud du Liban que celle du Golan, deux « châteaux d'eau » indispensables au développement rural comme à la consommation en eau de sa population.

Ce problème de l'eau conduira Israël à mener une stratégie à géométrie variable, minutieusement décrite dans l'ouvrage. Avec l'Égypte et la Jordanie, il s'agit d'une politique conciliatrice, qui ne fera pas obstacle à la signature des traités de paix respectivement conclus en 1979 et 1994. Bien mieux, épisode mal connu et insolite, le président Sadate proposera, en vue de faciliter la solution de la question palestinienne, d'approvisionner en eau distraite du Nil les colons israéliens susceptibles de quitter la Cisjordanie occupée et d'être relocalisés dans le Néguev ! Cette initiative n'aboutit pas, ayant suscité des réactions très vives tant en Israël qu'en Égypte, et l'accord de paix ayant laissé de côté la question palestinienne. En revanche, les relations avec le Liban et la Syrie resteront très conflictuelles.

L'annexion du Golan par Israël s'explique en partie par les ressources en eau procurées par ce château d'eau au pied du mont Hermon. Dans le cadre des négociations pour une paix entre la Syrie et Israël, les négociateurs syriens avaient laissé entendre qu'une partie des ressources en eau provenant du Golan pourrait alimenter Israël. L'échec des négociations, qui s'explique par bien d'autres raisons, a maintenu le *statu quo*. Quant aux relations avec les Palestiniens, qu'il s'agisse de ceux qui résident en Cisjordanie, à Gaza ou en Galilée c'est-à-dire en Israël même, ce sont celles d'une répartition fortement déséquilibrée au profit des Israéliens. Le système de distribution palestinien reste totalement contrôlé par Israël. Certes, la question de l'eau n'est que marginale dans les raisons de l'échec des accords d'Oslo, mais elle figure pourtant parmi les points qui ont été, en vain, âprement négociés.

Denis Bauchard

LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE. LES SOLDATS RACONTENT

Breaking the Silence
Préface de Zeev Sternhell,
Paris, Autrement, 2013, 398 pages

En 2004, alors que la seconde Intifada fait rage, d'anciens réservistes de l'armée israélienne créent l'association

Breaking the Silence. Ces jeunes hommes et femmes souhaitent porter à la connaissance du public ce qu'ils ont été amenés à faire au nom de la défense d'Israël et de la lutte contre le terrorisme. Sans se définir à partir des clivages politiques classiques entre partisans d'un compromis territorial et défenseurs de la présence israélienne dans les territoires conquis en 1967, ils témoignent à travers expositions, conférences et textes des effets de la politique d'occupation d'Israël en Cisjordanie. Les actes d'intimidation, l'usage excessif de la force, les stratégies d'humiliation, la mansuétude à l'égard d'exactions commises par des colons : la liste est longue des abus structurels d'une occupation qui dure depuis plus de quatre décennies. Ce livre, traduction en français de ces témoignages d'abord publiés en Israël puis dans le monde anglo-saxon, illustre à quel point les différents processus de négociation et la mise en place de l'Autorité palestinienne depuis les accords d'Oslo n'ont pu libérer le quotidien des Palestiniens du contrôle militaire israélien.

Malheureusement, le travail éditorial effectué pour mettre en valeur et contextualiser la richesse de cette masse d'entretiens – au nombre de 145 – est faible. Le lecteur français, même familier de l'histoire du conflit israélo-palestinien, risque de se lasser rapidement devant des questions-réponses dont l'accumulation rend l'étude fastidieuse. Il y avait pourtant matière à faire de ce livre une exploration du rapport entretenu entre la société israélienne, son armée et l'occupation des territoires palestiniens. Quel est le profil sociologique de ces soldats qui osent étaler publiquement le prix moral de l'occupation ? Quelles sont leurs motivations ? Comment la classe politique, la presse et l'institution militaire réagissent-elles à la diffusion de ce discours critique émanant d'anciens militaires ? Ces questions sont quasiment absentes du livre. Il aurait pourtant été passionnant de s'interroger sur les nombreuses initiatives anti-occupation émanant de la société civile (mouvements de femmes, anarchistes, rabbins et juristes pour les droits de l'homme, etc.), et la faiblesse de leur traduction dans le champ politique classique.

Zeev Sternhell, historien et farouche critique de la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens depuis 1967, écrit dans sa préface combien les informations contenues dans les récits des soldats permettent de briser un silence qu'il compare à un « glacier qui recouvre les Territoires occupés » et qui est aussi éloigné d'Israël que le pôle Nord. Il est regrettable que les éditeurs français n'aient pas pris en compte les pistes prometteuses du préfacier pour permettre à ce document de devenir une référence.

Samuel Ghiles-Meilhac